

ASSEMBLÉE NATIONALE

4 novembre 2021

PLF POUR 2022 - (N° 4482)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° II-2670

présenté par

Mme Pires Beaune, M. Jean-Louis Bricout, Mme Rabault, Mme Rouaux et les membres du groupe
Socialistes et apparentés

ARTICLE ADDITIONNEL**AVANT L'ARTICLE 29, insérer l'article suivant:**

I.. – Le II de l'article 244 *quater* B du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les dépenses mentionnées au *b*, l'entreprise établit, avec précision et rigueur, le temps réellement et exclusivement passé à la réalisation de ces opérations, toute détermination forfaitaire étant exclue. »

II. – Le I s'applique aux dépenses exposées à compter du 1^{er} janvier 2022.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à fixer les principes du décompte du temps de travail des personnels au titre desquels les dépenses sont éligibles au bénéfice du crédit d'impôt recherche (CIR).

Il doit permettre d'éviter des abus dans la majoration des dépenses de recherche et de développement (R&D) d'une entreprise. Dans le cas où une société ne dispose pas d'un département de recherche, il peut être difficile de contrôler si les rémunérations prises en compte sont bien exclusivement versées aux chercheurs et techniciens à l'occasion d'opérations de recherche.

La rédaction proposée est directement issue du Bulletin officiel des finances publiques (BOFIP).
L'amendement entend donc l'inscrire dans la loi.